

Une éthique pour l'économie, Hugues Puel. Cerf, 2010

Eric Bidet

Numéro 320, avril 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020914ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020914ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bidet, E. (2011). Compte rendu de [*Une éthique pour l'économie*, Hugues Puel. Cerf, 2010]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (320), 119–121.
<https://doi.org/10.7202/1020914ar>

d'espaces d'échanges et de délibération. En effet, l'autonomisation économique ne s'accompagne pas forcément d'émancipation sociale et de nombreux cas illustrent les risques et les difficultés d'une opposition frontale de la part des femmes. Malgré cela, l'intérêt des processus engagés à ce niveau est souligné contre l'intériorisation des mécanismes de domination.

Enfin, le troisième aborde l'ancrage territorial des initiatives afin de recontextualiser les formes d'action en fonction des besoins, des enjeux et des identités territoriales. Il s'agit d'intégrer dans l'analyse les formes de reproduction d'un territoire de vie ainsi que le rôle économique, social et politique qu'y jouent les femmes.

Entre résistances et transformations sociales

La dernière partie aborde l'épineuse question de l'institutionnalisation : quelle durée, quelle montée en généralité pour impulser de véritables changements sociaux ? Les exemples analysés traitent : des initiatives des femmes en migration dans l'économie sociale et solidaire française ; des cantines populaires péruviennes ; des nouvelles formes de syndicalisme et de l'émergence d'innovations en matière de protection sociale, comme le mouvement Maria Elena Cuadra au Nicaragua ou la SEWA en Inde ; des enjeux de l'économie sociale et solidaire en Amérique latine d'un point de vue féministe ; enfin, du rôle des groupements de femmes dans l'économie sociale québécoise. Si la diversité des situations rend difficile un traitement homogène et comparatif, les auteurs concluent à l'« oscillation » des initiatives entre les deux postures théoriques esquissées en introduction. De fait, toute approche pragmatique est forcément une résultante hybride dont la pérennité économique est soumise aux contraintes du marché, et ce quel que soit le radicalisme de sa volonté transformatrice.

En conclusion, l'ouvrage se veut une contribution à la lutte contre l'« invisibilité » de ces initiatives qui témoignent d'un changement social « à petit pas » et dont l'étude relève de l'analyse du champ des possibles et, par là, de la construction d'un autre futur possible, à défaut de faire rêver les

tenants de la « révolution radicale ». S'il inscrit leur reconnaissance dans le plaidoyer pour « repenser la richesse », reste posée la question de comment, sinon par la refondation du rôle de l'Etat et des pouvoirs publics face aux logiques de marché, les nouveaux indicateurs peuvent devenir de véritables outils de pilotage pour les agents économiques.

F. Doligez, Iram, université de Rennes 1 ●

Une éthique pour l'économie

Hugues Puel. Cerf, 2010.

Alors qu'elle était au cœur de la réflexion de nombreux économistes classiques comme Sismondi, Stuart Mill ou Walras, la question de l'éthique a ensuite été très largement évacuée de la théorie économique dominante à partir du moment où celle-ci s'est focalisée sur le paradigme de l'intérêt et sur la figure de l'*Homo œconomicus*, cet être absolument rationnel dont chaque décision est le résultat d'un irréprochable calcul coûts-bénéfices. Depuis une vingtaine d'années, cette question de l'éthique est de nouveau considérée par certains économistes et davantage encore par des gestionnaires et des analystes de l'entreprise à travers notamment les courants de l'éthique des affaires et de la responsabilité sociale de l'entreprise.

En France, Hugues Puel est l'un des tout premiers à avoir explicitement orienté ses travaux sur cette question dès les années 80. En réalité, son intérêt pour de telles problématiques est bien antérieur, puisqu'il figure au cœur du programme et des valeurs qui animent le courant dominicain Economie et Humanisme, où Hugues Puel s'engage dès les années 50 et dont il sera le secrétaire général pendant plus de vingt ans, de 1985 jusqu'à sa dissolution en 2007. Cet ouvrage est donc en quelque sorte un essai de traduction dans le champ économique d'un engagement spirituel inspiré par la tradition du catholicisme social. Comme le souligne la conclusion, cette réflexion s'attache finalement à identifier les moyens de « rendre supportable

le changement » pour que « les transformations matérielles n'engloutissent pas toute émergence de progrès culturels et spirituels et ne multiplient pas les catastrophes ».

La partie inaugurale, sorte d'introduction complémentaire, présente quelques expériences significatives qui permettent de cerner sous quelle forme cet intérêt pour l'éthique a resurgi dans le domaine de l'économie et de l'entreprise au cours des années 80, d'abord aux Etats-Unis, puis dans d'autres pays comme la France. Dans la première partie, Hugues Puel s'attache ensuite à rappeler les fondements philosophiques et étymologiques de l'éthique en distinguant trois types de représentations qui en découlent : représentations de la religion, représentations du pouvoir, représentations de soi. La deuxième partie est consacrée aux crises que traverse l'économie jusqu'à la plus récente qui discrédite les orientations prises par le capitalisme financier. Ces crises, nous dit l'auteur, sont le résultat d'un abandon, d'un éloignement de la considération éthique de la part de l'économie. Quant à la troisième et dernière partie, elle se recentre davantage sur les traductions concrètes que pourrait prendre la prise en compte de cette question de l'éthique en économie, dans l'entreprise, dans les politiques publiques, dans l'organisation mondiale des échanges commerciaux, etc.

Étymologiquement, Puel nous rappelle que le mot « éthique » vient du grec *ethos*. Il découle plus précisément des deux mots grecs, *ethos* et *ethos*, le premier renvoyant aux notions de coutumes, d'habitudes, d'usages, tandis que le second désigne plutôt ce qui a trait au caractère, à l'attitude, à la manière d'être. Transposé en latin par Cicéron, l'éthique donne ensuite naissance à la philosophie morale, qui vise alors à compléter la philosophie naturelle. Comme l'a remarquablement discuté Paul Ricoeur dans un article de 1990 intitulé « Éthique et morale », rien ne permet de distinguer étymologiquement l'éthique de la morale, mais une nuance essentielle les sépare : l'éthique « met l'accent sur ce qui est estimé bon » tandis que la morale « s'impose comme obligation ». Cette distinction,

également développée par Comte-Sponville dans un séminaire organisé en 1990 par le Centre des jeunes, des dirigeants et des acteurs de l'économie sociale (CJDES) et *Le Monde* sur « Éthique et économie sociale », amène à souligner que l'éthique n'a pas, au contraire de la morale, un caractère normatif et obligatoire, mais qu'elle relève avant tout d'une démarche et d'une prise de conscience individuelles.

L'influence majeure qui oriente la réflexion d'Hugues Puel sur l'éthique en économie est celle de Max Weber, qui, au début du xx^e siècle, voit dans l'*ethos* protestant l'un des fondements essentiels du développement du capitalisme en Angleterre, puis en Europe du Nord et aux Etats-Unis. C'est Weber également qui fait cette distinction fondamentale entre « l'éthique de conviction », qui guide les comportements en fonction de certaines valeurs sans se préoccuper de leurs conséquences, et « l'éthique de responsabilité », qui amène à se poser la question des conséquences. Le principe éthique que valorise Hugues Puel est évidemment celui de l'éthique de responsabilité et, à partir des travaux fondateurs de Weber, l'un des principaux intérêts de ce livre est de nous amener sur de nombreux rivages de la réflexion philosophique, sociologique, théologique, économique où cette considération éthique a été prise en compte. On est toutefois étonné de ne pas trouver mention dans le cheminement intellectuel que nous propose Hugues Puel des travaux de l'économiste indien Amartya Sen, qui est l'un des premiers grands économistes contemporains à réintroduire la dimension éthique dans la réflexion et la théorie économiques, ce qui lui vaudra d'ailleurs en 1998 d'obtenir le prix Nobel d'économie (plus exactement le prix décerné chaque année en sciences économiques en hommage à Alfred Nobel).

Le lecteur de la *Recma* se demandera sans doute quelle est la place accordée à l'économie sociale dans cette réflexion sur l'éthique en économie. Légitimement, on pourrait s'attendre, en effet, à y trouver quelques-uns des grands ancêtres de l'économie sociale, Gide, Owen ou Godin par exemple, mais aucun d'entre eux n'apparaît dans

la liste des auteurs cités, pas plus que le Walras des *Études d'économie sociale*, dont l'ambition est pourtant de concilier les logiques de l'intérêt et de la justice. Hugues Puel ne voit clairement pas une contribution majeure, ni même significative, de la part de l'économie sociale à cette question de l'articulation entre l'éthique et l'économie. Il n'y consacre d'ailleurs que quelques pages dans lesquelles il oppose un mouvement associatif, qu'il assimile à l'économie solidaire, à un mouvement coopératif qu'il qualifie de « *très minoritaire* » et des mutuelles qui « *quand elles réussissent sont phagocytées par les logiques capitalistes* ».

Eric Bidet ●

Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture paysanne

Betty Wampfler, François Doligez, Cécile Lapenu. Les Cahiers de l'Institut des régions chaudes-SupAgro, Montpellier, 2010, 148 p.

Ce guide opérationnel allie réflexions macro-économiques et macro-sociales et propositions concrètes autour de la relation entre les producteurs agricoles familiaux, leurs organisations et les institutions de financement.

Le livre comprend sept chapitres et quatre annexes. Les auteurs dressent dans un premier temps l'évolution du financement de l'agriculture, du « crédit agricole » au « marché financier », et montrent combien l'activité agricole, complexe et aux résultats toujours incertains, est difficile à financer, spécialement dans le cadre d'un marché financier. Ce point est développé dans le deuxième chapitre, qui se penche sur l'analyse des besoins des organisations professionnelles agricoles (OPA). Pour répondre à ces besoins, les OPA développent des stratégies : internationalisation d'un service de crédit, création d'une institution de microfinance « fille » de l'OPA ou développement d'un partenariat avec une institution de microfinance existante (ch. 3). Lorsque l'on veut satisfaire l'accès des producteurs

aux services financiers, comment choisir un partenaire financier fiable ? Comment négocier les conditions de partenariat ? Comment faciliter et sécuriser la relation financière entre les membres de l'OPA et l'institution financière (ch. 4) ? Lorsque c'est l'OPA elle-même qui recherche un appui financier, comment démontrer l'intérêt et la viabilité du projet économique de l'OPA et comment choisir l'institution financière, puis négocier avec elle (ch. 5) ?

Après s'être adressés aux OPA, les auteurs se tournent vers les institutions financières. Sont passés en revue l'usage des nouvelles technologies de l'information, les prêts à moyen et long termes, le crédit bail, la location vente (*leasing*), le crédit-stockage (*warrantage*), les assurances, le conseil de gestion. Simultanément, les auteurs mettent en garde contre la prolifération des produits que l'on constate actuellement dans les organismes de microfinance. Il s'agit de répondre au mieux aux besoins des OPA et il est souvent préférable d'améliorer un produit existant, de l'adapter à la demande plutôt que de lancer un nouveau produit qui contribue à opacifier l'offre (ch. 6). Précisément, comment évaluer la pertinence d'une offre ? Le livre présente le processus de développement d'un produit financier intégrant aussi bien l'étude de marché ou le calcul des coûts que la méthodologie opérationnelle, les facteurs humains et le prototypage du produit. Le dernier chapitre revient sur le rôle possible des OPA dans les politiques publiques de financement de l'agriculture. S'appuyant sur un remarquable exemple d'alliance entre des OPA et des institutions de microfinance en Bolivie et sur une étude participative dans six filières de production (quinoa, fève, pêche, camélidés – l'élevage des lamas –, lait, riz, artisanat), les auteurs montrent que les OPA peuvent avoir un impact important sur les politiques publiques... à condition que les pouvoirs publics acceptent de voir émerger des contre-pouvoirs. Ainsi le rôle en termes de conseil technique et économique des OPA est-il fréquemment apprécié de leurs partenaires publics, alors que leur rôle de représentation des intérêts agricoles l'est beaucoup moins...